



HAL
open science

Les mouvements de jeunesse d'Alsace : contours d'une crise (1960-1970).

Julien Fuchs

► **To cite this version:**

Julien Fuchs. Les mouvements de jeunesse d'Alsace : contours d'une crise (1960-1970).. Actes de colloque, May 2012, Brest, France. pp.99-112. hal-00912671

HAL Id: hal-00912671

<https://hal.univ-brest.fr/hal-00912671>

Submitted on 2 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les mouvements de jeunesse d'Alsace : contours d'une crise (1960-1970)

Julien FUCHS

Les mouvements de jeunesse sont, dans l'histoire, aussi nombreux que divers. Nés au début du XX^e siècle sous l'impulsion de personnalités convaincues de l'utilité d'une formation des adolescents dans des cadres non-scolaires, ils portent la marque de l'orientation idéologique de leurs inspirateurs et animateurs. Dès lors, ces groupements, qui composent un « phénomène au singulier »¹ et transcendent leurs différences sur nombre de points (valorisation de l'autonomie, éloge des sociabilités juvéniles, etc.), fonctionnent aussi selon des logiques propres qui peuvent les opposer. Les scoutismes dans leur pluralité, les mouvements de l'action confessionnelle spécialisée, les auberges de jeunesse, les colonies de vacances, etc., existent en effet dans l'univers des mouvements socio-éducatifs du fait de l'originalité de leurs principes et propositions pédagogiques respectifs. Par définition organiquement liées à une institution religieuse ou publique, ces associations constituent alors aussi des révélateurs de la manière dont les jeunes qui les composent vivent singulièrement leur rapport à l'idéologie, à la religion, à l'encadrement ou encore à l'État. En ce sens, l'analyse de la trajectoire des mouvements et des liens qu'ils entretiennent entre eux est susceptible d'éclairer la manière dont se construisent les mutations sociales du sens de l'engagement et de la foi.

Dans cette perspective, le cas alsacien semble à la fois original et pertinent. Dans cette région où ne peut se nier une certaine proximité avec

1. Aline COUTROT, « Le mouvement de jeunesse, un phénomène au singulier ? », dans Gérard CHOLVY (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs. Sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Cerf, 1985, p. 109-123.

l'Allemagne, pays des corporations professionnelles et étudiantes, les populations cultivent un fort «sentiment régional»² qui, articulé surtout sur l'idée de frontières culturelles, se situe à l'opposé de la conception germanique de la nationalité (de nature sociogéographique, basée sur la notion de peuple et fonctionnant sur le principe de la différenciation nationale)³. Dans ce contexte, le thème de la nationalité, délicat, devient central dans les mouvements de jeunes, qui relaient ici des logiques politiques fortes et font écho aux questionnements identitaires des populations. Fondamentalement caractérisée par la coexistence des trois confessions catholique, protestante et juive, et par le maintien du statut concordataire, l'Alsace s'affirme alors surtout comme une terre où l'appartenance confessionnelle s'érige en «identité de substitution»⁴, décuplant ainsi l'imprégnation doctrinale des groupements de jeunes et leur capacité de positionnement idéologique.

Entre la Première Guerre mondiale, après laquelle ils deviennent des associations d'envergure, et les années 1970, temps de leur remise en cause, les mouvements sont des rouages essentiels de socialisation et de formation des jeunes Alsaciens. L'intention de ce texte est d'identifier les facteurs et le sens de la crise qu'ils connaissent à la fin de cette période, afin d'éclairer notamment les questions de la chute de l'influence religieuse dans les mouvements, et plus largement dans la société. Nous aborderons ici les mouvements de jeunesse d'Alsace dans leur transversalité, considérant que ces associations sont les composantes d'un courant social et culturel et qu'analysés selon une logique de système, ils ont à nous apprendre des choses sur des questions sociétales plus vastes, en particulier sur le rôle des instances ecclésiastiques ou des rapports interconfessionnels dans cette chute. Nous évoquerons dans un premier temps les grandes lignes de la trajectoire des mouvements depuis la fin de la Première Guerre mondiale, pour donner ensuite un sens à la crise que ceux-ci connaissent dans les années 1960-1970. Nous insisterons enfin sur le lien que cultivent les mouvements avec leurs hiérarchies et sur la nature des rapports qu'ils entretiennent entre eux, point où se situent certaines des hypothèses explicatives les plus opérantes de la désaffection qu'ils connaissent à partir de 1970.

2. Peter SAHLINS, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996, p. 15.

3. Rogers BRUBAKER, *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, Paris, Belin, 1997.

4. Alfred WAHL, Jean-Claude RICHEZ, *L'Alsace entre France et Allemagne, 1850-1950*, Paris, Hachette, 1993, p. 13.

Tendances des mouvements de jeunesse alsaciens (1920-1950)

Nombre de mouvements ont fêté récemment des anniversaires importants (et en premier lieu le scoutisme, centenaire en 2007), affirmant ainsi la vigueur, l'actualité et l'intérêt de leur proposition éducative. Mais les commémorations ont rarement la signification qu'on leur prête spontanément : les mouvements de ce début de XXI^e siècle n'ont plus grand-chose à voir avec ceux que se sont attachés à diffuser des milliers d'éducateurs avant-gardistes au début du siècle dernier. S'ils tentent aujourd'hui encore de tenir leur rang en tant qu'instances socio-éducatives importantes pour la socialisation de la jeunesse, c'est souvent au prix de recompositions et de réformes majeures, voire de remises en question de leurs fondements qui ne sont pas sans interroger leur identité. La trajectoire des mouvements de jeunesse d'Alsace, liée à la spécificité socio-politique et culturelle de la région, illustre singulièrement la tension historique d'« être présente au monde des jeunes »⁵ qui imprègne ces groupements.

Entre la fin de la Première Guerre mondiale et le début des années 1930, les mouvements alsaciens dans leur diversité se déploient en prenant appui sur le très dense terreau associatif cultivé dans les communes alsaciennes depuis le milieu du XIX^e siècle autour des *Wirtschaft*⁶. Le scoutisme, d'abord protestant dans la région, étonne et marque les esprits par sa pédagogie innovante. La méthode se développe et fait tâche d'huile : on s'en inspire dans les colonies de vacances et jusque dans les innombrables cercles paroissiaux. La fin de l'entre-deux-guerres, souvent considérée par les plus anciens comme la période des temps (et des camps) « héroïques », constitue le temps de l'enracinement des mouvements dans le quotidien des Alsaciens. Alors que les scoutismes (catholique, unioniste, israélite et, dans une moindre mesure, laïque) oxygènent désormais l'univers associatif en exacerbant le plein air, les cercles paroissiaux (sections des *Bengele* de l'Avant-garde du Rhin en tête) s'affirment en soignant la culture locale, et des groupements d'un genre nouveau apparaissent. Les fédérations des auberges de jeunesse, encouragées par les pouvoirs publics et pour lesquelles les Vosges constituent un terrain idéal, et l'Action catholique dite « spécialisée » (Jeunesses ouvrière, agricole et étudiante chrétiennes) connaissent un succès qui répond à un véritable besoin social. Le principe de l'ensemble de ces mouvements est révolutionnaire : les Alsaciennes et

5. Archives de l'évêché de Strasbourg (AES). *L'Église en Alsace*, juin 1967.

6. Presque intraduisible en français, le mot signifie tour à tour auberge, brasserie, taverne, café ; il désigne un lieu creuset de la sociabilité populaire, dans lequel les associations tiennent leurs réunions.

Alsaciens, qui s'y initient à l'autonomie, découvrent la vie dans la nature et en collectivité, régie par des valeurs comme le partage et la débrouillardise devenues autant de vertus. Ils se familiarisent aussi, dans ces groupes qui se veulent lieux de formation du citoyen, avec un engagement de nature plus politique, au moment où monte l'autonomisme et où plane l'ombre du nazisme, réagissant par exemple aux succès des mouvements de jeunesse autonomistes, qui alimenteront les premières sections des *Hitlerjugend* à partir de 1940.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale bouleverse la vie des mouvements alsaciens. L'annexion de l'Alsace, violente, entraîne la dissolution des associations (ordonnance du 16 août 1940). Toute activité ne peut désormais plus être que clandestine. Pourtant, des initiatives d'Alsaciens et d'Alsaciennes prennent corps avec l'objectif de maintenir des pratiques ordinaires de mouvements, voire de favoriser des activités résistantes. À Mulhouse, des Éclaireurs unionistes décident de poursuivre leur activité scoutie malgré le danger, campant et prêtant serment sur un drapeau français qui se disloque en cas d'urgence en trois morceaux. Les *Bibelstunden* eux, sorte de cercles bibliques et seule forme de pastorale encore envisageable, servent de paravents à des rencontres secrètes de la Jeunesse ouvrière chrétienne dans les faubourgs des cités industrielles. À Strasbourg enfin, des Guides de France créent le réseau des «Pur-Sang» sous l'impulsion de Lucienne Welschinger. Guidées par le principe «La guide est fille de France et aime son pays», ces jeunes Alsaciennes mettent sur pied un réseau d'évasion qu'emprunteront plus de quatre cents prisonniers et réfractaires jusqu'à son démantèlement en mars 1942⁷. Au même moment, en France «de l'intérieur», de nombreux Alsaciens exilés s'engagent aussi dans les mouvements avec la ferme intention de maintenir des liens entre exilés, d'aider les réfugiés et de préparer le retour en Alsace. À Périgueux, des groupes strasbourgeois recomposés prennent part à la tâche de l'Office catholique des évacués. Pour les organisations unionistes, l'accueil des Juifs s'impose ; Thérèse Klipffel cache des éclaireuses israéliennes lors des camps d'éclaireuses dans le Puy-de-Dôme en 1942 et 1943, en les autorisant à utiliser les insignes, uniformes et cartes de membre unionistes. Les groupements de jeunesse alsaciens de France se veulent aussi acteurs de la libération de l'Alsace ; Bernard Metz s'efforce de les fédérer à partir de fin 1943 afin d'établir un réseau de la résistance alsacienne qui participerait directement à celle-ci.

7. Julien FUCHS, «Le réseau des Pur-Sang. Des Guides de France dans la Résistance en Alsace», dans Arnaud BAUBÉROT, Nathalie DUVAL (dir.), *Le scoutisme entre guerre et paix au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 167-191.

Si la guerre constitue le moment d'une mise à l'épreuve des idéaux des mouvements de jeunes d'Alsace, la Libération s'accompagne de leur renouveau. Ils s'intègrent alors dans l'utopie de l'éducation populaire telle que l'invente Jean Guéhenno au niveau national et, surtout, s'inscrivent pleinement dans le processus de «refrancisation» de l'Alsace : c'est un éleveur de France strasbourgeois qui conçoit la célèbre affiche «Il est chic de parler français» si fièrement placardée dans les écoles, sur les devantures des magasins et dans les tramways en 1945. Encouragés par les nouveaux services régionaux des Affaires culturelles et de la Jeunesse et des Sports, les mouvements de jeunesse innovent. Alors que le scoutisme entreprend de se techniciser (par le biais de la proposition Raider par exemple), les Éclaireurs de France et l'Avant-garde du Rhin s'ouvrent à la mixité. Les mouvements dans leur ensemble se positionnent sur les grandes questions sociales (mutations des milieux ouvrier et paysan, collectivisation culturelle) et doivent se tourner vers les «nouveaux loisirs» pour ne pas perdre leurs jeunes. Adossés aux Maisons des jeunes et de la culture et aux foyers ruraux, ils connaissent alors un succès sans précédent, prenant appui notamment sur l'idée européenne, très vivace en Alsace, qu'ils cultivent pour la plupart avec conviction.

Dans cette «petite nation» que constitue l'Alsace entre le début du XX^e siècle et les années 1950, les groupements de jeunes locaux écrivent une histoire singulière, marquée du sceau des mutations des configurations politiques. Très structurantes depuis 1918, les logiques locales sur lesquelles s'articulent les organisations ont pour autant tendance à s'effacer progressivement derrière des logiques d'évolution moins spécifiques. Sous l'effet de la construction d'une intervention publique à destination de la jeunesse, les mouvements alsaciens s'inscrivent par exemple dès l'après-1945 dans divers organismes de coordination nationaux qui ont pour effet d'unifier en partie les trajectoires de ceux-ci. S'ils n'en perdent pas pour autant leur singularité, celle-ci n'est plus ce qui définit leur fonctionnement. Dès lors, gagnées par des logiques qui ne leur sont plus nécessairement propres, les organisations de jeunesse d'Alsace suivent un profond processus de sécularisation. On y repère en effet une tendance à la normalisation, caractérisée par la recherche d'une harmonisation avec des logiques communes à l'ensemble des organisations d'éducation populaire, sur la question du subventionnement par exemple. Par ailleurs, on distingue aussi en leur sein une certaine laïcisation, qu'engendrent à la fois la rationalisation de l'intervention de l'État auprès des mouvements, et les redéfinitions pédagogiques opérées pour s'adapter aux attentes des jeunes, qui les amènent peu à peu à se définir moins par leur ancrage idéologique

que par les pratiques qu'ils proposent, processus qui contient les signes d'une crise identitaire profonde.

Facteurs d'une crise (1960-1970)

À partir du milieu des années 1960, les mouvements de jeunesse alsaciens vivent une situation paradoxale. Alors qu'ils cherchent à innover pour rester au contact des jeunes (introduction de la mixité, réforme pédagogique au sein du scoutisme, appui sur les nouvelles Maisons des jeunes et de la culture, etc.), ils commencent aussi dans le même temps à éprouver de sérieuses difficultés et connaissent une crise de légitimité. Pour la plupart d'entre eux, ils enregistrent des décreuses importantes de leurs effectifs et de leurs cadres. Lorsque ce n'est pas le cas, les structures de ces organisations, voire leurs fondements idéologiques, sont virulemment contestés par la génération du *baby-boom* qui, arrivant à l'âge des responsabilités, n'entend pas se dissoudre dans les cadres fixés par ses aînés. Car c'est bien une opposition de générations qui constitue le fonds commun essentiel des remises en cause. La question de l'engagement, notamment, interroge cette classe d'âge qui a du mal à accepter d'entrer dans un mouvement où les adultes, malgré tout, demeurent centraux. L'évolution des relations des mouvements alsaciens avec l'État joue également un rôle majeur dans la désaffection. Constructifs avec Herzog du fait du principe instauré de la cogestion, les rapports se complexifient avec le renversement des politiques publiques de jeunesse à partir de la création, en janvier 1966, d'un ministère de la Jeunesse et des Sports soucieux de renforcer le rôle de l'État dans ce domaine. Ces mesures ont des répercussions immédiates, en termes de subventionnement notamment : entre 1968 et 1971, les subventions départementales des Guides de France du Bas-Rhin, par exemple, passent de 9 500 à 6 000 francs⁸. Outre d'importants facteurs d'ordre interne, dissensions déjà largement identifiées⁹ et particulièrement saillantes au sein de la Route des Scouts de France, de la Jeunesse agricole catholique, de la Jeunesse étudiante chrétienne ou encore de la Fédération française des Éclaireuses, des facteurs d'ordre structurel impactent profondément les mouvements. La baisse considérable que connaissent les colonies de vacances en constitue l'un des exemples les plus criants.

8. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR). 659.D.54-55. Dossiers de subventions.

9. Sans pouvoir citer tous les travaux ayant trait à ces conflits, nous renvoyons particulièrement aux recherches d'Étienne FOUILLOUX («La crise des mouvements confessionnels», dans Geneviève POUJOL (dir.), *L'Éducation Populaire au tournant des années soixante*, Document de l'INJEP, n° 10, Marly-le-Roi, INJEP, mai 1993, p. 83-95) et de René RÉMOND (*Vivre votre histoire*, Paris, Centurion, 1976).

Innovantes et mobilisatrices au début du siècle, les colonies sont de plus en plus considérées comme rétrogrades. Exposées aux attitudes de plus en plus individualistes et consommatoires des jeunes, elles paraissent en décalage avec les sensibilités émergentes en matière de loisir¹⁰.

Au-delà de ces causes transversales, l'affaiblissement d'un grand nombre de mouvements de jeunes d'Alsace à partir de la fin des années 1950 tient aussi aux conflits qui naissent entre les organisations et leurs hiérarchies religieuses, facteur d'ailleurs en partie explicatif de leurs dissensions internes. À cette période, diverses réflexions produites au sein des instances ecclésiastiques alsaciennes montrent que le rapport des Églises aux mouvements est en train de se transformer. En 1960, dans le rapport commandé par Mgr Weber sur l'état des mouvements de jeunesse catholiques et sur la place de la foi auprès des jeunes en Alsace, on peut lire : « S'il existe encore de nombreuses organisations de jeunes, la plupart sont plus proches de la léthargie que de la vie »¹¹. L'affirmation, qui peut surprendre quand on sait que la période des années 1950 est celle de l'âge d'or des mouvements, est loin d'être vide de sens : si elle ne reflète pas la réalité de la plupart des mouvements catholiques alsaciens, elle apparaît comme le signe d'un renversement de l'approche des questions de jeunesse par l'évêché. Il s'agit dans ce rapport, selon les termes d'introduction du questionnaire distribué aux prêtres, de « jeter sur [les] jeunes un regard inquiet et lucide ». Des résultats de cette enquête, il faut retenir différents faits élevés au rang de « symptômes » : un nombre sans cesse croissant de jeunes est marqué par la « mentalité technicienne » ; la grande masse des jeunes est « tiède, amorphe, indécise » ; « retenus par quelques habitudes d'éducation », ils manquent cependant « d'ossature » et sont « faibles » et « influençables » ; il manque de « personnalités aptes à fournir des responsables » ; la majorité d'entre eux accuse un « vide spirituel terrible », « lit n'importe quoi » quand elle lit, prie « par automatisme » et non « par conviction » ; les vacances que les adolescents passent sont « peu enrichissantes » et « peu formatrices », la jeunesse ayant « perdu le goût de la nature et de la montagne », « l'amour du chant et de la musique ».

Au-delà du contenu du rapport, l'essentiel est de retenir que, mettant en avant les conditions de vie de la jeunesse de la fin des années 1950, la hiérarchie catholique prend conscience de l'urgence d'un renouvellement

10. Olivier CHOVAUX, « Activités physiques et sportives de pleine nature et dimension "personnaliste" du centre de vacances. L'exemple de l'UFCV (1950-1980) », dans Pierre-Alban LEBECQ (dir.), *Sports, éducation physique et mouvements affinitaires au XX^e siècle*, t. I, *Les pratiques affinitaires*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 193-205.

11. AES. *Bulletin ecclésiastique*, 1^{er} juillet 1960.

de la pastorale. Une plus grande « compréhension », un « langage neuf » et le recours à des « images familières » aux jeunes en sont apparemment les moyens, puisque « les jeunes d'aujourd'hui vivent dans des conditions que les générations précédentes n'ont pas connues ». Devant « l'évolution accélérée du monde », les « progrès éblouissant du matérialisme » et une certaine « démission de la famille », il s'agit ici de redéfinir la place de l'éducateur et les méthodes de l'Action catholique, l'éducateur devant offrir à « des jeunes épris de vie, chargés de dynamisme » une attitude « compréhensive » et leur proposer une « gamme variée d'activités »¹². Vaste programme, qui est loin d'être spécifique à la hiérarchie catholique : à quelques mois d'intervalle, la même démarche d'évaluation est déployée avec les mêmes intentions par les autorités de l'Église de la confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine et de l'Église réformée d'Alsace-Lorraine. Il s'agit, devant la multiplicité des « problèmes relatifs à la jeunesse », de tracer « une politique [protestante] de la jeunesse et des mouvements de jeunes » et de soulever la question de l'« adaptation de l'Église au monde d'aujourd'hui et de demain ».

Les discours des Églises ont ici l'apparence du progressisme. Les rapports annoncent des changements profonds des formes d'apostolat, sans qu'on sache vraiment quelle pourra être leur efficacité. Ils accompagnent certaines des conclusions de la Semaine sociale de Grenoble (1960) qui, à travers son thème « Socialisation et personne humaine », décline le besoin d'un encadrement souple et adapté de la jeunesse. La Semaine sociale de Reims, un an plus tard, insiste encore sur la nécessité d'un « rayonnement de la jeunesse » pour un « rayonnement de la nation », et ce d'autant plus que la jeunesse s'est trop longtemps « attardée dans des institutions sclérosées »¹³. Tout se passe en fait comme si, devant le début d'un délitement des effectifs et les signes avant-coureurs d'une crise profonde des organisations de jeunes (que manifestent par exemple la chute de la pratique religieuse ou le détachement progressif des structures d'encadrement traditionnelles constatés dans les deux rapports), les Églises alsaciennes cherchaient à entamer un virage en matière de politique de la jeunesse après avoir pris conscience d'un retard accumulé. En ce sens, la formalisation même de ces textes dénote un changement de perspective essentiel vis-à-vis de la jeunesse, la volonté de se rapprocher des exigences de celle-ci, de « s'ouvrir à sa réalité » pour répondre concrètement à ses préoccupations.

12. AES. *Bulletin ecclésiastique*, 1^{er} mai 1961.

13. AES. *Paroisse vivante*, mai 1961.

C'est justement là que se situe tout le paradoxe du positionnement des Églises face aux mouvements : alors même qu'elles prônent une adaptation et une attitude compréhensive, celles-ci prennent dans le même temps leurs distances avec des mouvements en pleine phase de modernisation. Les mouvements de jeunesse d'Alsace n'ont en effet pas attendu les discours de leur hiérarchie pour s'adapter et tenter d'être en phase avec les attentes des jeunes. Ils se sont modernisés, pour certains en s'orientant vers la mixité (Avant-garde du Rhin), pour d'autres en faisant profondément évoluer leur pédagogie (Scouts de France), pour d'autres encore en insérant la question des loisirs des jeunes au cœur de leurs préoccupations (Jeunesse ouvrière chrétienne). En ce sens, les mouvements alsaciens ont un temps d'avance sur l'Église. Surpassée, cette dernière s'est parfois opposée aux initiatives de rénovation envisagées dans les mouvements et a à n'en pas douter sa part de responsabilité dans l'affaiblissement des organisations. Face à des organisations par trop innovantes, qui tempèrent par exemple la religion sur laquelle elles s'appuient, la notion de « mandat » qui leur était confiée est en effet remise en question. Le cas de l'Avant-garde du Rhin est éclairant, particulièrement parce que la crise que l'association traverse intervient à un moment où son succès n'a jamais été si flagrant : bénéficiant de l'engouement manifeste pour les pratiques sportives, elle connaît en effet entre 1964 et 1974 une augmentation de plus de 50 % de ses licenciés, passant de 8 000 à plus de 12 000 adhérents. Parallèlement à cet engouement, la sécularisation de la société amène les dirigeants de la fédération à un assouplissement de leur attitude vis-à-vis de l'affinité catholique du mouvement. Les messes et les veillées de prière sont encore souvent obligatoires et les réceptions annuelles restent des moments essentiels du fonctionnement des sections. Mais pour retenir, voire attirer les jeunes, il devient nécessaire d'atténuer l'angle confessionnel : la fédération sportive catholique aurait tendance ici à euphémiser les signes visibles de la religion¹⁴. Du coup, la fédération dit « s'inspirer » de données chrétiennes là où auparavant elle « s'adosait » à elles. Les prêtres ne sont pas prêts à accepter la situation ; ils se détournent parfois de la direction des sections sportives catholiques, soutenus dans leur démarche par l'évêché. L'Avant-garde du Rhin perd ainsi en l'espace de cinq années le tiers de ses cadres religieux. Le pilier ecclésial du mouvement s'effondrant, la question de l'identité confessionnelle de celui-ci se pose.

14. Laurence MUNOZ, *Une histoire du sport catholique. La Fédération sportive et culturelle de France, 1898-2000*, Paris, L'Harmattan, 2003.

La remise en cause est repérable également au sein de l'Alliance des équipes unionistes. Reprochant aux autorités de ne pas les « soutenir dans leur ministère », cette organisation est incitée à adhérer à l'intention de la nouvelle section régionale du département jeunesse de la Fédération protestante de France en vue de « réinstaller le dialogue entre Églises protestantes et mouvements, non pour étouffer la crise » que ceux-ci traversent, mais pour « faciliter leur reprise en main par les institutions ecclésiastiques »¹⁵. La Jeunesse étudiante chrétienne alsacienne de son côté, secouée par la crise nationale de 1964-1965, se lance dans une campagne de souscription pour tenter de faire face à une « situation financière catastrophique à très court terme » pour un mouvement « mis en danger par le conservatisme de sa hiérarchie »¹⁶. Bref, au courant des années 1960, les mouvements de jeunesse socio-éducatifs apparaissent parfois moins légitimes aux yeux des hiérarchies que les œuvres à dimension missionnaire. De plus en plus considérés comme des organismes de loisir davantage que comme des lieux de formation spirituelle et morale, les instances religieuses ont alors tendance à retirer leurs aumôniers des mouvements. En Alsace, l'évêché, sous l'impulsion de Mgr Elchinger, se désengage par exemple du scoutisme et de l'Avant-garde du Rhin, considérant que celles-ci ne peuvent plus intervenir que de manière minimale dans la formation religieuse des jeunes. Si la période courant de la fin des années 1950 au début des années 1970 est donc pour les mouvements de jeunes une période de réformes, elle représente aussi celle de leur fragilisation. Désormais contraintes d'accepter de privilégier l'individu au groupe, la demande à l'idéologie, les organisations délaissent une partie de leur contenu et de leurs finalités, tandis qu'elles sont remises en question, par l'État comme par les Églises. C'est, en outre, la question de la possibilité même d'une mobilisation collective des jeunes par le monde associatif qui commence à se poser à cette époque.

La question du dialogue inter-mouvements

Si la crise des mouvements de jeunes décrite à l'instant a des colorations spécifiques en Alsace, elle n'est toutefois pas propre à cette région, l'ensemble des mouvements de France subissant entre la fin des années 1950 et les années 1970 de profondes remises en question. Il est en revanche

15. Archives du directoire de l'Église de la confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine. *Recueil officiel des actes du consistoire et du directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine*, 1966.

16. ADBR. 659.D.54. Lettre de l'équipe fédérale de la JEC du Bas-Rhin, 3 décembre 1971.

une évolution intéressante à évoquer dans l'histoire des mouvements locaux, qui permet d'aller au-delà de ces modèles explicatifs globaux de la crise : celle des liens que tissent entre eux les mouvements et de leur rôle dans la structuration de ces groupements. Loin d'être lisses et figés, ceux-ci oscillent entre le début du XX^e siècle et 1970 entre concurrence féroce et coopération raisonnée : plus ces associations semblent en position de force dans la société et cherchent à rayonner, plus les oppositions s'avèrent ardentes, tandis qu'à l'inverse, plus elles sont remises en cause et éprouvent le besoin de se légitimer, plus leur rapprochement est évident. Tout se passe alors comme si, aux conflits inter-mouvements se substituait un « dialogue de l'engagement »¹⁷ transcendant les différences, dès lors que ces structures se trouvaient déstabilisées dans leurs fondements. À partir des années 1960, l'étiollement progressif du dialogue inter-mouvements en Alsace semble alors pour partie explicatif de leur érosion.

Dans les années 1920-1930, la logique du conflit interconfessionnel prédomine nettement dans le développement et la structuration des mouvements. Pressé par le succès de la méthode en milieu protestant, l'évêque Mgr Ruch crée par exemple une mission d'encadrement du scoutisme catholique en Alsace et, le 2 août 1924, l'aumônerie générale des Scouts de France indique à l'évêché de Strasbourg que « l'existence des scouts catholiques est indispensable à l'Alsace pour combattre les organisations similaires protestantes et neutres »¹⁸. Dans l'annuaire liturgique de 1927, la présentation des Guides de France, qui ne fait mention d'aucun projet éducatif (« Œuvre fondée [...] pour empêcher les jeunes filles catholiques de 12 à 19 ans de s'affilier à des organisations neutres ou protestantes »¹⁹), est elle aussi sans équivoque et symbolise les tensions qui traversent ces organisations. Les difficultés rencontrées localement par le scoutisme laïque, comme celles que connaît le Centre laïque des auberges de jeunesse, fédération ajiste majoritaire en France du fait de l'appui que lui apportent notamment les municipalités socialistes mais minoritaire en Alsace, révèlent la prégnance locale du facteur confessionnel. Elles permettent surtout d'avancer dans l'idée que la construction des mouvements de jeunes en Alsace dans les années 1920, sur fond de « petites haines ordinaires »²⁰, doit prioritairement s'envisager sur le mode du conflit

17. Jacques LEVRAT, *Dynamique de la rencontre. Une approche anthropologique du dialogue*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 51.

18. AES. Télégramme du chanoine Cornette, 2 août 1924.

19. AES. *Ordo*, 1927.

20. Alfred WAHL, *Petites haines ordinaires. Histoire des conflits entre catholiques et protestants en Alsace, 1860-1940*, Strasbourg, Nuée Bleue, 2004.

idéologico-religieux. En 1920, la direction des Œuvres de l'évêché de Strasbourg est par exemple explicite sur le développement des colonies de vacances catholiques, qui permettent d'éviter que la jeunesse nécessiteuse catholique ne soit encadrée par des organisations « officiellement ouvertes à tous sans distinction de confessions »²¹. L'implantation en Alsace de la Jeunesse agricole catholique en mars 1932, elle, est perçue comme une impérieuse nécessité par la hiérarchie catholique, qui en attend un engagement militant sur fond d'essor du socialisme et du communisme, pour ne pas « abandonner ce magnifique champ d'action aux organisations interconfessionnelles »²².

Dans les années de la guerre au contraire, les mouvements alsaciens semblent se réunir derrière une cause « sacrée », qui transcende toutes les différences : celle de maintenir un lien entre les Alsaciens pour continuer de faire exister l'Alsace autrement qu'en tant que *Reichsland* absorbé par le Reich. Les publications visant à maintenir des liens entre réfugiés, les actions des groupes clandestins en Alsace, les initiatives visant à repenser la construction de l'Alsace après la guerre, etc. permettent aux mouvements de se retrouver sur un même terrain. De la même manière, dans l'immédiat après-guerre, la question de la refrancisation de l'Alsace devient une priorité pour tous les mouvements, qui s'engagent pour cela dans l'emblématique association « Jeune Alsace », convergeant ici autour de la volonté de construire une Alsace française²³.

Dans les années 1950, c'est surtout une coopération raisonnée qui se construit entre tous ces mouvements en Alsace. Quelque peu lissées par la nécessité de coller aux attentes de Jeunesse et Sport, les différences entre mouvements se nivellent. Certes, les conflits restent puissants et on constate de vraies oppositions, mais globalement, les mouvements rentrent dans une logique de coopération et non plus de confrontation. Leur rassemblement autour des Conseils départementaux de la Jeunesse du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, organismes fédérateurs chargés de porter la voix des mouvements sur la scène publique, en est le meilleur symbole. Première initiative de ce genre en France, ces Conseils jouent un rôle majeur pour les mouvements, leur permettant de s'exprimer et d'exister sur la scène publique, les mouvements proclamant par son biais des motions fortes, sur la guerre d'Algérie en 1961 par exemple. Opérant ici une « redéfinition du politique

21. AES. Rapport « Colonies de vacances (1884-1920) », 1920.

22. AES. *Bulletin ecclésiastique*, 15 mars 1932.

23. Julien FUCHS, « Jeune Alsace, école de la nation (1944-1947) », *Agora Débats/Jeunesse*, n° 40, 2006, p. 22-36.

par les associations»²⁴, ces organismes se dotent d'une autonomie suffisante pour jouer un rôle sur le plan politique, ce que ne peuvent s'autoriser les associations seules, et cherchent à atténuer «l'intervention de plus en plus pesante de l'État»²⁵.

Pour schématiser, les mouvements de jeunesse d'Alsace sont passés d'un pluralisme confessionnel concurrentiel à un pluralisme confessionnel plus lissé²⁶. Plus ou moins conflictuel, celui-ci semble ne pas avoir fonctionné comme un obstacle pour eux, mais a surtout été fécond : jusque dans les années 1960, les associations locales de jeunes ont fait de ce dialogue quelque chose de structurant, qui les forçait à reconsidérer leur idéologie et leurs méthodes, à démontrer leur singularité et à exister dans la société alsacienne. Or l'un des traits des mouvements de l'après-1970 réside notamment dans leur cloisonnement progressif et dans un évitement relatif du dialogue inter-mouvements. Davantage centrés sur leur «cause» que sur celle des mouvements de jeunes et de l'éducation populaire en général, ils semblent s'éloigner de leur fond idéologique et de leur capacité de critique, en même temps qu'ils perdent presque définitivement toute allure régionale en se fondant dans les moules nationaux. Loin d'être un progrès pour eux, cette standardisation les mène vers davantage d'individualisme, les mouvements perdant en vigueur et en capacité d'opposition, c'est-à-dire leur caractère, là où les particularités sociopolitiques régionales leur offraient jusque-là un moyen d'exister singulièrement. Dans ce cadre, les Conseils départementaux de la jeunesse, vraies instances de discussion et de concertation et de positionnement public au moment de leur création, se délitent à la fin des années 1960, au point que leur existence même est remise en cause par leurs propres dirigeants²⁷. Nous tendons ici à penser que la crise que les mouvements de jeunesse alsaciens connaissent depuis les années 1970, à laquelle ils ont pour certains d'entre eux succombé, et qu'ils ont pour d'autres du mal à surmonter encore aujourd'hui, vient en partie de cette moindre capacité de ces associations à se positionner face aux autres et dans le champ public, leur évolution vers un modèle

24. Danielle TARTAKOWSKY, «Une redéfinition du politique par les associations», dans Claire ANDRIEU, Gilles LE BÉGUEC, Danielle TARTAKOWSKY (dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 47-64.

25. ADBR. 654.D.29. Motion du Conseil départemental de la jeunesse du Bas-Rhin, mars 1966.

26. Jean-Paul WILLAIME, «L'œcuménisme écartelé. Quelques hypothèses en sociologie de l'œcuménisme», dans Jean-Paul WILLAIME (dir.), *Vers de nouveaux œcuménismes*, Paris, Cerf, 1989, p. 15-38.

27. ADBR. 654.D.29. Conseil départemental de la jeunesse du Bas-Rhin.

consensuel et lisse, à l'image d'une société dans laquelle s'apaisent les relations interconfessionnelles locales²⁸, figurant alors comme l'une des explications structurelles de leur crise.

28. Alfred WAHL, « Vers la fin des conflits interconfessionnels ? », dans Jean-Paul WILLAIME (dir.), *Vers de nouveaux œcuménismes*, *op. cit.*, p. 117-129.